

Question parlementaire nr. 1519 déposée par madame Kattrin JADIN, Députée, à Monsieur Didier Reynders, Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères et européennes, chargé de Beliris et des Institutions culturelles fédérales.

QUESTION :

Les conséquences des sanctions économiques américaines sur les relations entre la Turquie et l'Union européenne.

Accusé d'espionnage et d'activités terroristes par la Turquie, le pasteur américain Andrew Brunson a été placé en août 2018 en résidence surveillée après plus d'un an et demi d'incarcération.

Suite à cette assignation, l'avocat d'Andrew Brunson avait déposé un recours contre l'assignation à résidence de son client. Or, le vendredi 17 août 2018, la justice turque a décidé de maintenir celle-ci.

Du côté des États-Unis, le président Trump a plaidé fermement pour la libération de son concitoyen et Washington n'a pas hésité à imposer une série de sanctions économiques contre la Turquie.

Dès lors, cette affaire a provoqué une grave crise diplomatique entre les deux États.

Au lendemain de la décision de laisser perpétuer l'assignation à résidence de Brunson, le secrétaire américain au Trésor Steven Mnuchin a expliqué que Washington prendrait des sanctions supplémentaires si Ankara ne libérait pas le pasteur.

Face à ces sanctions, le président turc a décidé de se tourner vers d'autres partenaires, s'entretenant notamment avec Angela Merkel et Emmanuel Macron.

Probablement dans l'optique d'un rapprochement, des avancées sur des dossiers sur lesquels les européens étaient relativement pessimistes ont même été constatées. Ainsi, la justice turque a ordonné la libération de deux soldats grecs et du président d'*Amnesty International* en Turquie, des décisions inattendues dans deux affaires très critiquées en Europe.

1. Ces récentes sanctions appliquées par Washington pourraient-elles avoir des conséquences sur les relations économiques ou autres entre l'Union européenne et la Turquie?

2. La volonté du président Erdogan de se tourner vers ses partenaires européens ouvre-t-elle une fenêtre d'opportunité pour des accords entre la Turquie et l'Union européenne?

REPONSE:

1. L'effet des sanctions récentes des Etats Unis est encore difficile à estimer. L'impact sur les relations économiques entre l'UE et la Turquie n'est donc pas clair.

2. Il est certainement important que les tensions dans les relations bilatérales entre plusieurs États membres de l'Union européenne et la Turquie diminuent. Le pays reste un partenaire important de l'Union, entre autres dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, la résolution de la crise en Syrie, l'accueil des réfugiés syriens et la lutte contre la migration illégale. La Turquie est également un partenaire économique important de l'UE.

Néanmoins, dans ses conclusions sur l'élargissement et le processus de stabilisation et d'association pour les Balkans occidentaux de juin dernier, le Conseil, donc y compris notre pays, s'est inquiété du recul constant de l'État de droit et des droits fondamentaux en Turquie et a jugé qu'il n'était dès lors pas possible d'ouvrir ou de fermer de nouveaux chapitres, ni d'entamer les travaux sur la modernisation de l'Union douanière entre l'UE et la Turquie. Cette décision du Conseil s'est basée entre autres sur le rapport de progrès très négatif de la Commission européenne.

ANTWOORD:

1. Het effect van de recente sancties van de VS is momenteel nog moeilijk in te schatten. Het is bijgevolg nog onduidelijk wat de impact op de EU-Turkse economische relatie zal zijn.

2. Het is zeker belangrijk dat de spanningen in de bilaterale relaties tussen een aantal lidstaten van de Europese Unie en Turkije afnemen. Het land blijft immers een belangrijke partner van de Unie in onder meer de strijd tegen terreur, de oplossing van de crisis in Syrië, de opvang van Syrische vluchtelingen en het indijken van illegale migratie. Ook economisch is Turkije een belangrijke partner voor de EU. Dat neemt echter niet weg dat de Raad, dus inbegrepen ons land, in juni van dit jaar in zijn conclusies inzake uitbreiding en het stabilisatie- en associatieproces voor de Westelijke Balkan zijn bezorgdheid heeft geuit over de voortdurende achteruitgang van de rechtstaat en de fundamentele rechten in Turkije, en het daarom niet opportuun achtte-nieuwe hoofdstukken te openen of te sluiten, noch om de werkzaamheden voor de modernisering van de Douane-Unie tussen de EU en Turkije aan te vatten. De Raad besloot hiertoe onder meer op basis van het erg negatieve vooruitgangsrapport van de Europese Commissie.

Par ailleurs, plusieurs critères ne sont pas remplis en ce qui concerne le processus de libéralisation des visas.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères et européennes, chargé de Beliris et des Institutions culturelles fédérales.

Ook wat betreft het proces van visumliberalisering blijven overigens meerdere criteria onvervuld.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken en Europese Zaken, belast met Beliris en Federale Culturele Instellingen.

Didier Reynders